

Brochure n° 3165

Convention collective nationale

IDCC : 1077. – **ENTREPRISES DU NÉGOCE ET DE L'INDUSTRIE
DES PRODUITS DU SOL, ENGRAIS ET PRODUITS CONNEXES**

(8^e édition. – Juillet 2003)

**AVENANT N° 2 DU 30 MARS 2005
À L'ACCORD RELATIF À LA FORMATION INITIALE
ET CONTINUE DES CHAUFFEURS**

NOR : *ASET0550710M*

IDCC : *1077*

Considérant le décret n° 2004-1186 du 8 novembre 2004,

Les partenaires sociaux conviennent de compléter les dispositions de l'accord du 21 mai 1999 relatif au cahier des charges de la formation initiale et continue des chauffeurs modifié par l'avenant du 28 août 2000.

Article 1^{er}

L'article 8 est complété par un second alinéa :

« Sont réputés avoir satisfait à l'obligation de formation continue de sécurité prévue à l'article 7 de l'accord du 21 mai 1999, les titulaires d'une attestation de formation initiale minimale obligatoire, acquise dans l'une des conditions prévues aux articles 1 à 6 dudit accord, et datant de moins de 5 ans.

Il leur sera remis une attestation provisoire de conduite modèle n° 8 valable jusqu'à l'expiration du délai de 5 ans à compter de la date de délivrance de l'attestation de formation minimale obligatoire. »

Article 2

L'article 12.2 est complété par l'alinéa suivant :

« d) En application de l'article 8 alinéa 2, une attestation provisoire de conduite modèle n° 8 est délivrée par l'entreprise au chauffeur valable jusqu'à l'expiration du délai de 5 ans à compter de la date de délivrance de l'attestation de formation minimale obligatoire. »

Article 3

En cohérence avec la modification apportée aux articles 8 et 12.2, est substituée au modèle d'attestation n° 8 initial le modèle n° 8 figurant en annexe.

Article 4

En application des articles 7 et 12.2 point *c* une attestation 6 *bis* jointe au présent avenant reconnaissant par équivalence les attestations FCOS acquises dans d'autres branches est créée.

Article 5

Le présent avenant s'appliquera à compter de sa date de signature.

Les parties conviennent de demander l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 30 mars 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Fédération du négoce agricole ;

Fédération nationale du légume sec ;

Fédération nationale des syndicats de négociants en pommes de terre et légumes en gros.

Syndicats de salariés :

Fédération générale agroalimentaire CFDT ;

Fédération des employés, cadres, techniciens et agents de maîtrise CFTC ;

Fédération nationale des cadres, agents de maîtrise des industries, commerces agricoles et alimentaires CGE-CGC ;

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et secteurs connexes (FGTA) FO.

Attestation n° 8

Attestation provisoire de conduite
dans le cadre de la formation continue obligatoire de sécurité
Transport pour compte propre dans le cadre de la convention collective des entreprises du négoce et de l'industrie des produits du sol, engrais et produits connexes

N°

Nom : Attestation délivrée par l'entreprise :

Prénom(s) Adresse :

Date de naissance :

Adresse :

Délivrance de l'attestation provisoire de conduite en raison de l'application de :

– l'article 7.1 de l'accord du 21 mai 1999/Date d'obtention de l'attestation ADR :

– l'article 8 alinéa 2 de l'accord du 21 mai 1999/Date d'obtention de l'attestation FIMO :

Date de fin de validité de l'attestation :

Signature du titulaire :

Cachet de l'entreprise et signature du dirigeant :

Cette attestation est à utiliser dans les entreprises relevant de la convention collective N° 31-65 : convention collective des entreprises du négoce et de l'industrie des produits du sol, engrais et produits connexes en vertu de l'accord du 21 mai 1999 relatif à la formation des chauffeurs dans les entreprises ayant une activité de transport pour compte propre. Arrêté d'extension du 20 juillet 2000 (JO du 26 août 2000).

Elle est d'application en vertu de l'article 7.1 dans son premier paragraphe qui stipule : « nonobstant le calendrier prévu, les conducteurs titulaires d'une attestation de formation au transport des matières dangereuses ADR en cours de validité peuvent déroger aux dates limites fixées pour la formation continue jusqu'à l'expiration de leur formation ADR, en vue d'une formation groupée. »

Elle est d'application en vertu de l'article 8 alinéa 2 qui stipule : « Sont réputés avoir satisfait à l'obligation de formation continue de sécurité prévue à l'article 7 de l'accord du 21 mai 1999, les titulaires d'une attestation de formation initiale minimale obligatoire, acquise dans l'une des conditions prévues aux articles 1 à 6 dudit accord, et datant de moins de 5 ans. Il leur sera remis une attestation provisoire de conduite modèle n° 8 valable jusqu'à l'expiration du délai de 5 ans à compter de la date de délivrance de l'attestation de formation minimale obligatoire. »

Attestation n° 6 bis

**Attestation de reconnaissance de formation continue
obligatoire de sécurité par équivalence**

*Transport pour compte propre dans le cadre de la convention
collective des entreprises du négoce et de l'industrie des pro-
duits du sol, engrais et produits connexes*

Nom :

Prénom(s)

Date de naissance :

Adresse :

Est titulaire d'une formation FCOS de
qui a fait l'objet d'une attestation délivrée par

Cette attestation est valable jusqu'au

Cette formation est reconnue comme équivalente à la FCOS
des entreprises relevant de la convention collective des entreprises
de négoce et de l'industrie des produits du sol, pour sa durée de
validité.

Fait à Le (1)

Signature du titulaire :

Cachet de l'entreprise et signature du dirigeant :

(1) Pour les chauffeurs en poste au 10 février 2005, à dater du 9 février 2005.

Cette attestation est à utiliser dans les entreprises relevant de la
convention collective N° 31-65 : convention collective des entre-
prises du négoce et de l'industrie des produits du sol, engrais et
produits connexes en vertu de l'accord du 21 mai 1999 relatif à la
formation des chauffeurs dans les entreprises ayant une activité de
transport pour compte propre. Arrêté d'extension du 20 juillet 2000
(JO du 26 août 2000).

Elle est d'application en vertu de l'article 7 et 12.2 du point c
dudit accord.